



« TOUTE L'IDÉE DE LA MER EST DANS UNE GOUTTE D'EAU » :
LE MILITANTISME FÉMINISTE D'AMÉRIQUE LATINE COMME EXEMPLE ?
FOCUS SUR LA MOBILISATION DU 8 MARS EN URUGUAY

*Par Héloïse Husquinet,
chargée de recherche en éducation permanente*



Dans le sillage des manifestations féministes qui se sont multipliées ces derniers mois et dans la continuité des actions contre les féminicides organisées par le mouvement *Ni Una Menos* en Amérique latine depuis 2015, une mobilisation féministe de grande ampleur a eu lieu le 8 mars 2017 en Uruguay. Revenir sur cet événement par l'intermédiaire d'un entretien avec une belge féministe émigrée à Montevideo permet de questionner les raisons et les conditions du succès de cette mobilisation tout en interrogeant parallèlement nos propres pratiques associatives et militantes – de déplacer le regard pour aiguïser la vue. Ces actions entreprises à l'autre bout de la terre peuvent inspirer, nourrir et encourager notre propre travail ; les mettre en valeur est aussi l'occasion de créer des liens, de la solidarité entre des initiatives féministes par-delà les continents et de soutenir des luttes que nous partageons.

Le 8 mars dernier, un appel international à la grève des femmes a été lancé à travers le monde. Cet appel croisait les actions d'organisations féministes situées dans différentes régions du globe et faisait suite à diverses actions locales autonomes, liées à des contextes sociaux et politiques particuliers : la Women's March organisée en réaction à l'élection de Donald Trump aux États-Unis, le mouvement *Ni Una Menos* organisé en réaction aux vagues de féminicides en Argentine, ...

À Montevideo, capitale de l'Uruguay, les femmes se sont mobilisées en masse. Plus de trois cents mille personnes sont descendues manifester dans les rues. Comment expliquer l'ampleur de cette mobilisation ? Et, *a contrario*, le peu d'engouement pour les initiatives militantes en Belgique ?

Ce qui se passe en Uruguay nous concerne : parce que l'injustice qui frappe chaque femme, et chaque être humain, concerne le reste du monde. En Uruguay, on a coutume de dire : « ce qui arrive à une nous arrive à toutes ». Soutenir les luttes dont nous sommes solidaires, les diffuser et s'en inspirer est un premier pas à faire pour mettre fin aux inégalités qui touchent les femmes et les hommes à travers le monde.

Claire Niset, belge émigrée en Uruguay et responsable de l'association « La Pitanga, Colectivo » luttant contre la violence faite aux femmes dans un quartier populaire de Montevideo¹ nous éclaire sur cet événement particulier.

¹ Voir sur ce sujet et sur le contexte social et féministe en Uruguay : DELÉPINE A. avec NISSET C., « Comment un quartier peut-il se mobiliser contre la violence conjugale et intrafamiliale ? », in *Publications du CVFE*, 2015, [En ligne], <http://www.cvfe.be/sites/default/files/doc/ep2015-9-adel-vc-pitanga-synthese-verdana.pdf>

La grève du 8 mars en quelques mots

La grève internationale des femmes du 8 mars s'inscrit dans un mouvement amorcé dès le mois d'octobre en Pologne. Au départ d'une grève nationale, face au nombre croissant des mobilisations féministes à travers le monde et à l'urgence de mener une lutte efficace et coordonnée, des militantes polonaises ont cherché à donner une dimension internationale à la grève qu'elles avaient initiée.



Elles ont à cette fin contacté les femmes du mouvement argentin « Ni Una Menos », et décidé avec elles de lancer un mouvement de grève international le 8 mars, journée des droits des femmes, scandé par le slogan « la solidarité est notre arme ». Le mouvement Ni Una Menos est né en 2015 en réponse au nombre de meurtres de femmes sur le continent latino-américain (en Argentine, une femme meurt parce qu'elle est une femme toutes les 36 heures). Il lutte contre le féminicide et la violence basée sur le genre. Les mobilisations contre le sexisme, portées par le mouvement Ni Una Menos, ont été très importantes durant l'année 2016, en Argentine puis dans le reste du continent². Un équivalent du mouvement argentin, « No Una di Meno » a également été mis en place en Italie³. The International Women's Strike s'est ensuite lié et coordonné au mouvement de la Women's March¹ qui lui a apporté en retour son soutien. Cet appel à la grève a été soutenu par la Confédération Syndicale Internationale qui rassemble la majorité des syndicats du monde, et a été relayé par quarante-neuf pays. Cette journée d'action était organisée « par et pour les femmes qui ont été marginalisées et réduites au silence par des décennies de néolibéralisme établi au détriment de 99 % des femmes : travailleuses, femmes de couleur, femmes « natives », femmes handicapées, femmes migrantes, femmes musulmanes, femmes lesbiennes queer et trans »⁴.

² LEGRAND C., « Les Argentines, fer de lance du féminisme sud-américain », in *Le Monde*, 9 mars 2017, [En Ligne], http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/03/09/les-argentines-fer-de-lance-du-feminisme-sud-americaain_5091897_3222.html ; PORZIA S., « Ni Una Menos, le mouvement global contre les violences faites aux femmes », in *Analyses de Justice et Paix*, mars 2017, [En ligne], http://www.justicepaix.be/IMG/pdf/2017_analyse_ni_una_menos_le_mouvement_global_contre_la_violence_faites_aux_femmes.pdf

³ « "Non Una di Meno" : les féministes italiennes vers la grève transnationale du 8 mars », in *Contretemps. Revue de critique communiste*, 27 février 2017.

⁴ « About the International women's strike », site de l'International Women's Strike aux États-Unis, <https://www.womenstrikeus.org/about-the-iws/>

Le 8 mars en Uruguay, un grand « basta » à toutes les formes d’oppression. Interview

La mobilisation a été très importante à Montevideo ce 8 mars...

Oui, on ne s’attendait pas à une mobilisation d’une telle ampleur. Cela a étonné tout le monde, et en premier lieu les Uruguayens /ennes ! Dans la mémoire collective, le souvenir d’une marche rassemblant autant de monde remontait à très loin. Trois cents mille personnes sont descendues dans rues de Montevideo, sans parler de toutes les personnes qui ont manifesté dans les autres villes du pays ! Le pays compte environ trois millions quatre-cents mille habitants, la marche a donc rassemblé un dixième des habitants. L’Uruguay est un très petit pays, trois fois moins peuplé que la Belgique⁵. Proportionnellement, c’est à peu près comme si une marche avait rassemblé un million de personnes à Bruxelles. J’ai été frappée de voir le nombre des jeunes gens qui étaient présents : des femmes en grande majorité, mais également des hommes. En Uruguay, beaucoup de jeunes se disent féministes. Et je pense que les hommes se questionnent de plus en plus sur leur masculinité.

Quelles étaient les revendications des femmes ?

Il y a eu beaucoup de mots d’ordre différents : les revendications concernaient l’égalité salariale, l’enseignement, les violences basées sur le genre. Mais fondamentalement, il s’agissait d’un grand « basta » lancé à toutes les oppressions que vivent les femmes : oppressions liées au patriarcat, au capitalisme, etc., oppressions de toutes espèces mais qui touchent les femmes en premier lieu.

Cette mobilisation qui a duré une journée est aussi le reflet de tout le travail qui s’est fait en sourdine durant des années dans tout le pays. Si trois cents mille personnes sont sorties dans la rue le 8 mars, c’est notamment grâce au travail de fourmis et à la pratique d’un féminisme qui se fait dans la continuité, au jour le jour et depuis longtemps.

Dans notre collectif *La Pitanga*⁶, on a parfois l’impression que notre travail n’est qu’une goutte d’eau dans l’océan. Lors de cette marche, on s’est rendu compte qu’il y a plein de gouttes d’eau. J’aime cette phrase de Spinoza qui dit « Toute l’idée de la mer est dans une goutte d’eau ». Je trouve cette expression assez jolie parce que c’est vrai, chaque initiative n’est qu’une goutte d’eau...mais la mer, le 8 mars, on l’a vu : c’était trois-cent-mille personnes.

Par qui la marche était-elle organisée ?

La marche a été organisée par la Coordination des féminismes (*Coordinadora de Feminismos*), qui rassemble les groupes féministes du pays. Les syndicats ont suivi cet appel en déclarant officiellement un jour de grève pour les femmes. Le fait que ce soit organisé en coordination avec les syndicats a contribué à ce qu’il y ait plus de monde.

⁵ La Belgique fait 30 528 km² et compte 368,53 habitants au km², tandis que l’Uruguay fait 176 220 km² mais compte 19 habitants au km². La moitié des habitants de l’Uruguay habite à Montevideo (2510 habitants au km²).

⁶ Voir le site du collectif : <http://pitangamujer.blogspot.be/2010/05/ce-blog-na-quune-seule-pretention-celle.html>

Comment expliques-tu que la mobilisation ait été si importante ?

Plusieurs facteurs rentrent en compte. On a été poussées par le mouvement *Ni una Menos* : l'Uruguay est tout petit, il est influencé à tous points de vue par ce qui se passe en Argentine. Le mouvement *Ni Una Menos* est très ancré en Uruguay depuis trois ans. Auparavant, nous avions l'habitude de dire « ce qui arrive à une femme, ça nous arrive à toutes / tous », puis nous avons repris le slogan « pas une de moins » : nous refusons qu'il y ait une femme vivante de moins.

De plus, en Uruguay, l'année a commencé de manière catastrophique. En moyenne vingt-cinq femmes meurent pour cause de violence domestique par an dans le pays⁷. Cette année, au mois de janvier, il y en avait déjà quatre. Une de ces femmes a été assassinée par son ex-compagnon qui était policier. Elle avait déjà porté plainte mais cette plainte avait été cachée en accord avec le reste de la police. Ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Un autre féminicide a eu une grande importance symbolique et émotionnelle, celui d'une danseuse de Carnaval nommée Mi Morena. Le carnaval est un événement très important en Uruguay. Mi Morena est morte à quelques jours du commencement du carnaval : tout le Carnaval a été endeuillé. Une marche a été organisée pour Mi Morena dans le centre-ville, au son des tambours (historiquement, le tambour est l'instrument de révolte des esclaves venus d'Afrique). On avait la chair de poule tellement c'était fort.

Un autre événement a contribué à ce contexte émotionnel très chargé : une jeune femme enceinte d'une relation de courte durée a voulu avorter mais l'homme, le père, qui n'était déjà plus avec la jeune femme, a interdit à la jeune femme d'avorter. L'affaire a été portée devant le tribunal : la juge a interdit l'avortement, et a tout de suite nommé un avocat pour le fœtus. Cela me fait penser à certaines situations qui se passent en Belgique autour de la question des droits reconnus à un enfant qui n'est pas encore né. Tous ces événements locaux ont fait monter l'adrénaline.

Ici la notion de féminicide⁸ est très importante. Une loi contre la violence basée sur le genre, qui engloberait tous ses aspects, est actuellement en discussion. Cette loi pourrait être invoquée en cas de meurtre d'une femme⁹. L'inscription de cette loi dans le code pénal était l'une des revendications de la marche.

Mais le climat qui a porté la marche vient également de l'extérieur. En plus de l'impact émotionnel provoqué par les récents féminicides, c'était aussi l'expression d'un grand ras-le-bol généralisé. Cette mobilisation était aussi une réaction à la montée des mouvements de droite, à une répression qui est de plus en plus grandissante à l'échelle mondiale, et qui menace en premier lieu les droits des femmes.

⁷ Voir le site de l'Observatoire de l'égalité des genres pour l'Amérique latine et les Caraïbes : <http://oig.cepal.org/en>

⁸ Pour l'Organisation mondiale de la Santé, le féminicide est « tout meurtre de filles ou de femmes au simple motif qu'elles sont des femmes ». Voir : SIRILMA N., « Vers la reconnaissance du féminicide, de l'Amérique latine à la Belgique », in *Axelle. Mensuel féministe belge*, n°193 (novembre 2016), p. 12-17

⁹ Cette loi permettrait de considérer la violence de genre dans le cas d'un homicide comme une circonstance aggravante et de le rendre passible d'une sanction plus lourde. <http://lainfo.es/fr/2017/02/09/luruguay-a-besoin-pour-reprendre-la-loi-contre-femicides/>

La nature du régime politique ou les conditions économiques et sociales en Uruguay ont-elles, selon toi, joué dans la mobilisation ?

C'est actuellement le 3^e mandat de la gauche. Lors du premier mandat en 2004, c'était la première fois que la gauche était au pouvoir depuis la fin des années de dictature (1973-1985). Le président de ce premier mandat a usé de son droit de veto (*en 2008*) pour que le droit à l'avortement ne passe pas ! C'était incroyable, inimaginable. Lors du deuxième mandat, le droit à l'avortement est passé¹⁰. Aujourd'hui, la lutte contre les discriminations est un des fers de lance de ce gouvernement de gauche¹¹. Mais j'ai l'impression qu'il y a une espèce de ras-le-bol. Dans les organisations sociales, on trouve beaucoup de militants qui se sont battus lors des régimes précédents, ont été en prison ou exilés. Je pense que la marche a aussi été alimentée par une déception et un ras-le-bol politique, parce que l'on attendait davantage de ce gouvernement.

Les mouvements féministes en Uruguay se revendiquent-ils de partis politiques ?

Non, je crois au contraire que les militants les plus jeunes revendiquent une certaine autonomie vis-à-vis des partis traditionnels. Ils sont engagés politiquement, mais se désintéressent de la politique institutionnelle. Cependant, des féministes sont présentes au sein des institutions politiques et contribuent, grâce aux commissions de genre, à faire bouger les choses de l'intérieur. Ces différentes formes d'engagement sont complémentaires.

Ces différentes manières de s'engager politiquement – institutionnelles ou plus autonomes – génèrent-elles du conflit entre les militants ?

Non. Ces différents rapports au politique peuvent se questionner, il peut y avoir des désaccords sur les moyens de lutter, mais pas de déchirements. Notre vivre ensemble, notre sororité fait notre arme au-delà de nos pensées différentes ou manières d'agir. Nous avons conscience que c'est ensemble qu'on doit dire « basta » : au-delà des détails et des moyens, l'objectif est toujours le même.

Penses-tu que le mouvement de grève international du 8 mars indique que l'on assiste à une prise de conscience qui prélude au changement ?

Mon sentiment est plutôt que l'on assiste à un changement dans le sens négatif. Je suis sidérée par la manière dont les choses se passent en Belgique. J'ai l'impression que l'on assiste à une marche arrière. Par exemple, il est

¹⁰ La loi autorisant l'interruption volontaire de grossesse sous certaines conditions (l'avortement peut notamment être empêché par l'objection de conscience de l'équipe médicale) est passée en octobre 2012. L'Uruguay est le troisième pays d'Amérique latine autorisant l'avortement après Cuba et Guyana.

¹¹ L'union civile des couples homosexuels a été légalisée en 2007 et l'adoption pour les couples de même sexe en 2009. En juillet 2016, l'Uruguay a accueilli la conférence internationale sur les droits des LGBTI. Mais Amnesty mentionne dans son rapport annuel 2017 que la discrimination contre les personnes handicapées persiste et que les inégalités entre les genres demeurent préoccupantes, de même que la discrimination à l'égard des femmes d'ascendance africaine. Un plan d'action 2016-2019 « pour une vie sans violence liée au genre », rédigé par le Conseil consultatif national contre la violence domestique, est entré en vigueur. Concernant les droits sexuels et reproductifs, « le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes [ONU] a salué la réduction drastique de la mortalité maternelle en Uruguay, et l'amélioration de l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive. Il a toutefois déploré le fait que cet accès était toujours limité dans les zones rurales. Il s'est par ailleurs inquiété de l'usage généralisé de l'objection de conscience par les professionnels de santé, qui limitait l'accès des femmes aux services d'avortement sûr et légal ». Voir : <https://www.amnesty.be/je-veux-m-informer/rapports-annuels/rapport-annuel-2017/ameriques/article/uruguay>
Voir notamment : ABRACINSKAS L., « Uruguay : la construction complexe d'une revendication juste et libératrice », in *Revue Humanitaire. Enjeux, pratiques, débats*, n°35 (2013), p. 60-67, [En ligne], <https://humanitaire.revues.org/2280>

principalement impossible de trouver le nombre exact de féminicides par an pour la Belgique. Les statistiques distinguent rarement, pour les homicides, le sexe des auteurs ou des agresseurs. Ce qui fait que la question du genre est complètement balayée ! En Uruguay, les groupes féministes sont beaucoup plus présents et actifs¹². Quand une femme meurt de violence domestique, dans les heures qui suivent, l'information se répand et, très rapidement, une marche est organisée. Tous les premiers jeudis du mois, des actions sont organisées pour protester contre les féminicides. En Belgique et dans d'autres pays d'Europe, il me semble que l'on assiste à une véritable paralysie. Les gens semblent n'avoir aucune réaction face à ces violences.

Qu'est-ce qui explique selon toi ces différentes manières de réagir, ces différents degrés de militantisme ?

Comme je l'ai évoqué, la marche visait avant tout à montrer notre solidarité, à présenter la sororité comme une arme contre les oppressions. Selon moi, le fait que les gens se mobilisent davantage en Uruguay n'est pas lié à un niveau plus élevé de précarité, à des conditions socio-économiques plus difficiles, ou à la présence d'un régime politique qui serait plus conservateur : ce qui est fondamentalement différent ici, c'est le rapport à la solidarité. Le lien social entre les habitants est beaucoup plus fort, il est essentiel. La vraie pauvreté, c'est de ne pas avoir de communauté autour de soi. La mort du lien social, c'est ça la pauvreté. C'est le petit vieux qui meurt là-bas en face parce que personne n'a songé à lui donner à boire alors qu'il crève de soif. L'individualisme est beaucoup moins présent ici que dans les pays occidentaux. C'est le lien social qui existe entre les habitants qui fait que la mobilisation est si importante. Parce que les habitants se soutiennent et se sentent concernés par les problèmes des uns et des autres. Mais je crains qu'un jour ou l'autre, par conséquence de la mondialisation, l'individualisme touche également l'Uruguay.

Quel message aurais-tu envie de faire passer aux habitants de la Belgique, et particulièrement aux jeunes femmes ?

Je pense que pour avoir envie de se battre, de s'engager, il faut prendre conscience que les choses dont nous bénéficions existent parce que d'autres se sont battus les obtenir. Il faut prendre conscience que les droits dont nous bénéficions, ces droits ont été acquis et peuvent être remis en cause. Les choses ne sont pas extérieures à nous : l'Histoire, c'est nous qui la faisons. Souvent, l'individualisme et l'égoïsme font que l'on s'arrange chacun pour son petit confort. Mais je crois beaucoup à ce que chaque personne peut faire à sa propre échelle pour contribuer au bien-vivre collectif. C'est important de prendre sa part de responsabilité, d'assumer la conséquence de ses actions et de prendre joyeusement conscience que l'on participe à quelque chose de plus grand. Selon moi, vivre sans engagement social n'a aucun intérêt. Je pense que l'on a tous une responsabilité à prendre. Alors, plus simplement, j'aurais envie de dire : « Réveillez-vous ! ».

¹² Ce sont les recensements des féminicides effectués par les associations féministes en Uruguay qui ont permis au pays de bénéficier de données exactes.

Pour conclure sur quelques perspectives

L'ampleur des féminicides en Amérique latine, comme dans le reste du monde, est alarmante. En Belgique, les violences faites aux femmes existent sous diverses formes, dans tous les milieux et sont constamment invisibilisées.

Il faut souligner les avancées en matière de lutte contre la violence de genre opérées ces dernières années : la ratification de la Convention d'Istanbul¹³ par le gouvernement belge en mars 2016 pourrait, notamment, contribuer à apporter des changements significatifs. Cependant, de nombreuses plaintes pour violence restent sans suite, tandis que la mise en place de nouvelles politiques d'austérité néolibérales menacent toujours plus l'intégrité physique et morale des femmes et contribuent à les enfermer dans une précarité qui freine leur émancipation.

Par ailleurs, de nombreux points prévus par la Convention ne sont pas encore appliqués et des moyens budgétaires beaucoup plus conséquents doivent être mis en œuvre dans la lutte contre les violences (accueil et soin des victimes, réparations, formation des services spécialisés,...).

Mais les récentes et massives mobilisations contre les violences faites aux femmes qui ont eu lieu en Uruguay et ailleurs dans le monde sont stimulantes et doivent nous empêcher de tomber dans un discours pessimiste et victimaire qui, au lieu de créer du rassemblement et de la cohésion, crée de la peur et du renoncement.

Ces manifestations prouvent que le travail des associations, ce travail de fourmis qui se trame en sourdine est nécessaire, indispensable, et finit par porter ses fruits. Les acteurs de ces initiatives qui se jouent d'abord à un niveau local ne doivent pas désespérer mais continuer à croire qu'ils construisent lentement un changement à grande échelle. Ces événements montrent aussi que des soulèvements massifs portés par un public jeune, à rebours de la désillusion ambiante, peuvent se déployer de manière inattendue, qu'une étincelle ou une goutte d'eau supplémentaires peuvent toujours provoquer un sursaut.

« Stop féminicides »

En Belgique, la *Plateforme Féministe contre les Violences faites aux Femmes*, qui regroupe plusieurs associations féministes dont le CVFE, vient de mettre en place un système de recensement et de dénonciation des féminicides via le blog : <http://stopfemicide.blogspot.be>

Son but est de « rapporter des chiffres, certes non officiels mais basés sur des faits constatés, dans l'objectif de :

- marquer notre solidarité en rendant un nom, une histoire et un hommage à toutes les femmes tuées parce qu'elles sont femmes
- alimenter un travail de sensibilisation sur l'ampleur et l'impact des violences machistes en Belgique

Ce blog est un outil virtuel qui vise à déborder de la toile pour appuyer des actions militantes au niveau local, régional et national afin de :

- prévenir et dénoncer ensemble les multiples formes de violences machistes qui frappent toutes les femmes
- faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils engagent des moyens adéquats qui aident à y mettre fin

Toute personne qui a écho, dans le cadre de son travail, de son implication militante ou de sa vie privée, d'un assassinat de femme parce qu'elle est une femme est invitée à le signaler par mail à stopfemicide@gmail.com ».

Une mobilisation est par ailleurs organisée par la même *Plateforme* le 25 novembre 2017 à l'occasion de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes.

Il est plus que jamais nécessaire de prêter une oreille attentive à cet appel, de le relayer et d'exhorter les femmes et les hommes à (ré)agir autour de nous.

Réveillons-nous, rassemblons-nous et poursuivons cette longue marche des femmes....

¹³ Convention du conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, autrement appelée « Convention d'Istanbul ». <http://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/about-the-convention>.

Pour finir sur une touche de poésie :
« Le jour où nous avons fait trembler la terre », un texte écrit par les
Uruguayennes au lendemain de la grève...

« [...] Encore une fois, notre ventre s'est tordu. Leur indifférence, leur prétention à rendre invisible notre combat était un coup, un de plus, dans l'estomac. Et c'est ainsi que nous sommes sorties de quelques réunions nous tenant le ventre à pleines mains mais le front haut et le poing levé. Nous avons aussi souffert de l'opportunisme de ceux qui ont jailli de leurs cachettes pour attaquer les femmes et le féminisme. Et l'opportunisme de ceux qui ont sauté dans le train en marche parce qu'ils l'ont vu venir avec sa force et ne pouvait pas se débiner, vu leur position importante.

Mais cette douleur peut aussi être surmontée. Jour après jour, le mouvement des femmes se chargeait de plus en plus de force. Nous nous rencontrions, nous nous regardions au loin et nous savions que nous étions en train de l'emporter envers et contre tout. Ensuite, notre sein s'est rempli d'amour. Nous avons vu comment chaque groupe de femmes, à travers le pays, s'est mis à diffuser ses idées, à penser des activités, à concevoir des appels que nous avons partagés les unes avec les autres, parce que si nous nous savions déjà sœurs, cette fois le ressenti était plus fort. C'est ainsi qu'il n'est pas resté une seule pierre qui n'a été remuée, depuis les plus jeunes jusqu'aux plus âgées, nous nous sommes mobilisées en pensant à ce que nous pourrions apporter comme contribution et ce que pourrait nous apporter cette grève de femmes. Nous ne sommes pas en mesure d'en mesurer la portée mais nous savons que nous avons été des centaines de milliers à nous lever et à marcher à travers le pays. [...]

Dans les rues, les quartiers, au travail, dans les foyers, les femmes ont fait grève. Nous avons organisé des rencontres avec les femmes salariées, mais aussi avec les femmes qui travaillent dans leur maison pour maintenir la vie, sans salaire. Nous nous sommes réunies entre femmes et nous avons parlé de nous, de notre être de femme, de ce qui nous fait mal, ce qui nous violente, pourquoi nous pensions que nous devons faire grève et quels sont nos rêves. [...] Et nous avons marché vers ça. Dire que nous voulons vraiment changer tout, de tous les côtés, et que ce changement est du côté des femmes. Accompagner nos amies ou compagnes, les sortir des pires situations, défendre notre place dans les espaces de militance et organiser une réunion ou un atelier ; depuis le fait d'organiser ensemble une fête pour nous autofinancer, jusqu'à convoquer une marche de centaines de milliers de personnes.

Nous savons que ça y est, que la société que nous rêvons plus juste pour tous, nous la construisons entre femmes depuis longtemps, avec des forces et des

faiblesses, mais nous ne ferons pas marche arrière. Parce que nous nous changeons nous même, en même temps que nous changeons le monde depuis la base. Le 8 Mars, nous avons vu que c'est possible. Nous ne cessons pas de militer depuis que nous nous réveillons jusqu'à ce que nous allions nous coucher, conversant, coordonnant, conspirant, criant, chantant, dansant et brûlant les symboles du patriarcat qui nous opprime. Nous l'avons fait ensemble, submergées par l'émotion. Avec toute la force que nous avons, revendiquons la force combative des femmes, qui militent et luttent pour survivre à la maison et dans les rues, mais surtout, réaffirmons que nous les femmes, nous sommes beaucoup plus que des objets de la violence patriarcale, nous sommes une puissance de changement. [...] »¹⁴

« Toute l'idée de la mer est dans une goutte d'eau » : le militantisme féministe d'Amérique latine comme exemple ? Focus sur la mobilisation du huit mars en Uruguay

Collectif contre les violences conjugales et l'exclusion (CVFE asbl) : rue Maghin, 11- 4000 Liège.
Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Roger Herla - rogerherla@cvfe.be – 0471 60 29 70

Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.

¹⁴ « El día que hicimos temblar la tierra », in Zur. Pueblo de voces, [En ligne], <http://zur.org.uy/content/el-d%C3%ADa-que-hicimos-temblar-la-tierra>. Notre traduction.